

ÉCHEC DU SOMMET D'ISTANBUL

L'OTAN ne relèvera pas la Coalition en Irak



Malgré tous ses efforts, l'administration Bush n'est pas parvenue à mobiliser l'OTAN pour occuper l'Irak. La classe dirigeante européenne, y compris ses leaders les plus atlantistes, refuse de s'engager dans une aventure coloniale et joue la montre en espérant une prochaine alternance politique à la Maison-Blanche. Cependant les États-Unis ne renoncent pas pour autant à piloter à distance l'Union européenne comme le montre la nomination de José Maria Barroso à la présidence de la Commission de Bruxelles. La France, quant à elle, se plaît à voir derrière elle le groupe des attentistes grossir celui des opposants à la politique de Bush.

page 2

Derrière l'écran du clash des civilisations

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Inquiet de la dérive idéologique observable particulièrement depuis le 11 septembre 2001, Chris Patten dénonce la funeste idéologie du clash des civilisations et demande que l'on distingue quelques sites internet appelant au djihad des musulmans en général. De son côté, un auteur à succès anonyme condamne, lui aussi, les erreurs politiques de Bush, mais à l'inverse pour mieux pousser le clash des civilisations.

page 8

REPÈRE : 28 JUIN 1914

À Sarajevo, un attentat qui tombe à pic

Dès 1904, l'industriel Krupp adresse, au nom du Club Européen de l'Industrie, un rapport à l'empereur allemand expliquant que « *le peuple allemand est mûr pour la guerre* » et qu'il faut agir promptement pour battre de vitesse Anglais, Russes et Turcs dans la course vers le Sud. Épine dans le flanc impérial, la Serbie bloque la route et réclame son indépendance - chose intolérable pour un empire qui à déjà vu l'Italie s'émanciper. « *Nous devons nous débarrasser de la Serbie et de la Tchéquie au premier prétexte* » écrit l'empereur.

À Sarajevo, le Club de l'Industrie compte parmi ses membres Nedjelko Cabrinovic et Gavrilo Princip. Le 28 juin 1914, le premier tente sans succès de jeter une bombe dans la voiture de l'archiduc François-Josef. Une heure après, Princip assassine à coups de pistolet l'Archiduc et sa femme enceinte. L'opération est un succès, l'indignation soulevée par ce « *lâche assassinat* » précipite l'Europe dans la Première Guerre mondiale... très profitable pour les Krupp et autres Schneider du Club de l'Industrie. ■



ÉLECTIONS U.S. : NADER DÉFIE LES LOBBIES PRO-ISAÏÉLIENS

Confirmant une fois de plus l'originalité de ses convictions, Ralph Nader a jeté un nouveau pavé dans la mare dorée du débat électoral états-unien en déclarant que le président et les membres du Congrès sont des marionnettes aux mains de la politique militaire israélienne. Selon lui, les fonds et les voix des « *lobbies pro-israéliens* », accordés en fonction du soutien apporté à Tsahal, peuvent être décisifs pour faire basculer le scrutin. Il en résulte que les quatre derniers présidents ainsi que le Congrès ont mis de côté leur jugement indépendant pour se conformer aux souhaits de ces groupes de pression, refusant d'entendre les mouvements pacifistes israélien et palestinien. Du reste, le fait le plus marquant est peut-être le soutien croissant d'une partie de l'électorat conservateur à la candidature atypique et indépendante de Ralph Nader à la Maison-Blanche. Comme il l'explique lui-même, les grandes causes l'emportent parfois sur les divergences mineures. ■

Échec du sommet d'Istanbul

L'OTAN ne relèvera pas la Coalition en Irak

Malgré tous ses efforts, l'administration Bush n'est pas parvenue à mobiliser l'OTAN pour occuper l'Irak. La classe dirigeante européenne, y compris ses leaders les plus atlantistes, refuse de s'engager dans une aventure coloniale et joue la montre en espérant une prochaine alternance politique à la Maison-Blanche. Cependant les États-Unis ne renoncent pas pour autant à piloter à distance l'Union européenne comme le montre la nomination de José Maria Barroso à la présidence de la Commission de Bruxelles. La France, quant à elle, se plaît à voir derrière elle le groupe des attentistes grossir celui des opposants à la politique de Bush.



George W. Bush, Donald Rumsfeld, Nicholas Burns et Colin Powell au sommet de l'OTAN (Istanbul, 29 juin 2004).

Washington et Paris jouent au chat et à la souris. Les États-Unis souhaitent alléger leur présence militaire en Irak pour pouvoir s'engager dans de nouvelles opérations extérieures. En outre, à titre personnel, le président George W. Bush entend démontrer à ses électeurs qu'il exerce un véritable leadership sur ses alliés, qu'il dispose de leur soutien en Irak, et qu'il peut mobiliser leurs troupes à volonté. De son côté, la France s'installe dans le rôle du rebelle, qui dit tout haut ce que les autres alliés pensent tout bas et bloque toute décision. À défaut d'avoir pu empêcher l'agression contre l'Irak, elle entend coaliser derrière elle tous ceux qui ont juré de ne jamais mettre un doigt dans cet engrenage.

Tentant de jouer sur les deux tableaux, le Royaume-Uni ne sait plus très bien s'il est un trait d'union entre les deux pôles de l'Alliance atlantique, comme

l'affirme Tony Blair, ou s'il est assis entre deux chaises, comme le lui reproche son propre parti.

Les divers protagonistes, ceux du Royaume-Uni inclus, hésitent d'autant plus à se positionner du côté de Washington ou de celui de Paris qu'ils envisagent un possible changement de locataire à la Maison-Blanche. Il est donc urgent de gagner du temps.

Persistance du désaccord irakien

De ce point de vue, le flottement perceptible à la réunion annuelle du Groupe de Bilderberg, qui s'est tenue du 3 au 6 juin 2004 à Stresa (Italie), illustre l'attentisme général. Ce club privé, animé en sous-main depuis sa création par l'OTAN pour piloter l'intégration européenne, rassemble la crème des affidés européens de Washington. Bien que ses délibérations soient confidentielles, les éléments qui ont fuité laissent à penser que les participants, loin de partager le même enthousiasme pour la « libération » de l'Irak, ont plutôt évoqué toutes sortes de difficultés dans leurs pays respectifs pour excuser leur peu d'empressement.

Simultanément se déroulaient en France les cérémonies du 60^e anniversaire des débarquements alliés. Chaque chef d'État et de gouvernement invité y tint un discours destiné à son opinion publique intérieure en prenant parfois quelques libertés avec l'Histoire. Le président Bush célébra le leadership des États-Unis dans le combat pour la liberté. Il attribua aux 300 000 GI's morts pendant le conflit la victoire contre le Reich, oubliant les 7 millions de morts de l'Armée rouge et les 10 millions de morts civils soviétiques. Tony Blair assura que le Royaume-Uni était entré en guerre pour mettre fin à l'extermination des juifs, alors que la « *solution finale* » ne fut décidée qu'en 1942. Etc. Plus sérieusement, Jacques Chirac et Gerhard Schröder profitèrent de l'occasion pour sceller la réconciliation franco-allemande post-Deuxième Guerre mondiale, comme leurs prédécesseurs, François Mitterrand et Helmut Kohl, le firent en 1984 à propos de la Première Guerre mondiale. Par leur présence, les divers chefs d'États ont pris acte de ce que l'Allemagne avait largement purgé sa peine, retrouvé son unité, et pouvait jouer à nouveau un rôle plein et entier au sein de la communauté internationale (il reste néanmoins la question des bases militaires US sur son sol et celle du paiement des indemnités aux derniers survivants de la solution finale).

Le 8 juin, le Conseil de sécurité parvenait à un accord sur la résolution 1546. Comme nous l'avons expliqué dans ces colonnes, le Conseil a refusé d'approuver la composition du gouvernement Allaoui et s'est contenté d'approuver sa formation [1]. En d'autres termes, il l'a reconnu comme une autorité de fait et a refusé de cautionner sa légitimité. Il s'agissait d'un nouvel échec majeur pour les États-Unis -comparable au refus du Conseil d'approuver l'invasion de l'Irak-, d'autant plus cinglant que l'ambassadeur US à l'ONU, John Negroponte [2], venait d'être nommé nouveau « *vice-roi* » d'Irak. Négligeant la réalité, George W. Bush paraissait devant les caméras de télévision de son pays, soulignant que le projet de résolution états-uno-britannique avait été adopté à l'unanimité, oubliant de dire que pour le faire voter il avait dû accepter de le vider de tout contenu.



Sommet du G8 à Sea Island.

Entrant immédiatement en conclave à Sea Island, les huit grandes puissances ne purent que se répéter ce qu'elles venaient de se dire à l'ONU.

Imperturbables, les États-Unis poussèrent des pions à long terme. Ils firent notamment avancer leur absurde définition de la dissuasion et leur Initiative de sécurité contre la prolifération (PSI) [3]. Selon la doctrine Wolfowitz, la dissuasion ne signifie plus que l'on cherche à dissuader ses adversaires potentiels de faire la guerre, mais qu'on cherche à les dissuader de devenir des compétiteurs, c'est-à-dire à s'armer. Il s'ensuit que les « *grands* », qui sont sages, doivent empêcher les « *petits* », qui ne le sont pas, de s'armer car ils feraient un mauvais usage de leur puissance. C'est ce que l'on appelle le Partenariat global.

Le 23 juin, Tony Blair fut contraint par son propre cabinet d'accepter la création d'une Commission réunissant plusieurs de ses ministres, le chef d'état-major et le chairman du Comité joint du renseignement, pour suivre les relations états-uno-britanniques [4]. Le Premier ministre ne pourra donc plus gérer seul ce dossier.

Le 25 juin, Ayad Allaoui, Premier ministre du gouvernement désigné par l'occupant, adressa une lettre à l'OTAN pour la supplier de venir en aide à son pays. C'est-à-dire de relayer la Coalition pour l'occuper.

La révolte des alliés trouve rapidement ses limites

En se rendant au sommet de l'OTAN à Istanbul, le président Bush et son équipe firent halte en Irlande pour un sommet États-Unis-Union européenne. Notons en passant qu'avant de quitter la Maison-Blanche, il accorda un entretien de onze minutes à la correspondante de la télévision nationale irlandaise, Carol Coleman. Comme à l'accoutumée, les questions furent soumises par écrit trois jours à l'avance au service de communication présidentielle. Mais lorsque George W. Bush commença à justifier l'invasion de l'Irak par la menace d'armes de destruction massive, la journaliste le rappela à l'ordre, ce qu'aucun de ses confrères états-uniens n'avait jamais fait. L'entretien tourna court, l'accréditation de Carol Coleman lui fut immédiatement retirée, la Maison-Blanche téléphona au gouvernement irlandais pour se plaindre de ce manque de respect, et l'interview prévue avec Madame Bush fut annulée.



Romano Prodi, George W. Bush et Bertie Ahern au sommet USA-UE (Dromoland, Irlande).

Arrivés en Irlande, George W. Bush et son équipe rencontrèrent quatorze patrons de multinationales, réunis au sein du Dialogue d'affaire transatlantique (TABD), prêts à aider les services états-unis dans la lutte contre le terrorisme pourvu qu'on facilite le business entre l'Union européenne et le Zone de libre-échange nord-américaine. Le Premier ministre irlandais, Bertie Ahern, accueillit la rencontre au château de Dromoland en sa qualité de président tournant du Conseil européen. La discussion continua entre responsables politiques et membres de la Commission. Les États-Uniens acceptèrent de laisser les Européens poursuivre leur projet Galileo à la condition que l'Union s'engage dans le Partenariat global. De l'Irak, on ne parla guère, sinon pour inviter l'OTAN à répondre à l'appel du gouvernement Allaoui. George W. Bush n'était pas là pour ça. Il souhaitait seulement donner ses instructions à l'Union qu'il considère, de manière un peu simpliste, comme une construction états-unienne. Cependant le point de presse commun qu'il tint avec le président tournant du Conseil européen sembla lui donner raison. Sans soulever la moindre objection, George W. Bush déclara : *« Comme la Turquie se rapproche des normes de l'adhésion à l'Union, l'Union européenne DOIT commencer les négociations en vue de la pleine adhésion de la république de Turquie »*. Puis, Bernie Ahern annonça qu'il proposerait son homologue portugais, José Manuel Barrosa, au poste de président de la Commission de Bruxelles. Peu importe que M. Barroso, qui avait hébergé le sommet des Açores avant l'invasion de l'Irak, soit désavoué dans son pays comme M. Aznar l'est en Espagne.



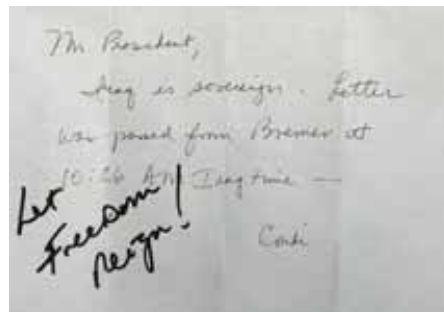
Sommet religieux œcuménique convoqué par George W. Bush en marge du sommet de l'OTAN.

Le président Bush s'envola immédiatement pour Istanbul où six leaders religieux turcs l'attendaient à l'hôtel Hilton. Le bref entretien porta évidemment sur la possibilité

d'élargir l'espace religieux dans un État, de son point de vue malheureusement laïque.

Vint le sommet de l'Alliance atlantique. Outre les États membres de l'OTAN élargie, les partenaires de l'ex-URSS étaient présents, ainsi que les États du dialogue méditerranéen. La seule nouveauté du sommet aura été de lancer l'Initiative de coopération d'Istanbul, c'est-à-dire d'élargir l'actuel dialogue méditerranéen aux pays du Golfe. La panne sur l'Irak devint patente. Pour modifier la donne, la Coalition annonça en cours de sommet avoir transféré la souveraineté irakienne au gouvernement Allaoui.

Le service de communication mit en scène la circulation d'une note manuscrite de Condoleezza Rice au président Bush et en aparté entre celui-ci et son ami Blair. Cette excellente saynète ravit les télévisions états-uniennes et exaspéra un peu plus les alliés. À Bagdad, l'ambassadeur L. Paul Bremer III n'avait pas encore fait ses valises que déjà la moitié de l'ancien gouvernement transitoire, dont la sécurité n'était plus assurée, s'enfuyait du pays pour échapper à la fureur de la Résistance.



Note secrète de Condoleezza Rice, annotée par George W. Bush, aimablement fournie à la presse par le service de communication de la Maison-Blanche.

Jacques Chirac, pour le plus grand bonheur de ses partenaires européens qui n'osaient élever le ton, s'opposa fermement à ce que l'Alliance en tant que telle réponde au gouvernement Allaoui. À la suite d'une courtoise discussion, on se rabattit sur une de ces décisions dont les diplomates français ont le secret. L'OTAN participera à la formation des forces de sécurité irakiennes et invite ses membres à y participer à titre individuel. Ce qui signifie que l'Alliance devient une organisation à la carte et que (hormis l'assistance logistique actuelle au contingent polonais) son drapeau reste au placard.

« *La France [quant à elle] ne formera ni gendarmes, ni policiers, ni militaires sur le territoire de l'Irak* » répéta le président Chirac, mettant les point sur les i. « *Je n'ai jamais entendu parler du transfert, du caractère défensif en un caractère offensif ou je ne sais quoi de l'OTAN* » poursuivit-il avec ironie. Par ailleurs, désolé de ne pas avoir eu l'occasion de répondre aux propos du président Bush en Irlande à propos de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, Jacques Chirac profita de sa **conférence de presse** pour le remettre à sa place : « *Si le président Bush a véritablement dit cela, tel que je l'ai lu, eh bien, non seulement il est allé trop loin, mais il est allé sur un terrain qui n'était pas le sien. Et il n'avait pas vocation à donner une indication ou une voie quelconque à l'Union européenne dans ce domaine. Un peu comme si j'expliquais aux États-Unis la façon dont ils doivent gérer leurs relations avec le Mexique* ».

Sur ce, toute révolte ayant ses limites, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne partirent aussi vite à Bruxelles pour boire la coupe jusque à la lie et avaliser la nomination de José Manuel Barroso à la présidence de la Commission.

[1] « *Irak : le Conseil de sécurité unanime pour gagner du temps* », *Voltaire* du 9 juin

2004.

[2] « John Negroponte bientôt à Bagdad » par Arthur Lopic, *Voltaire*, 20 avril 2004.

[3] « Le gendarme du monde veut contrôler les océans », *Voltaire*, 4 décembre 2003.

[4] « Unique cabinet committee will monitor Anglo-American relations » par Marie Woolf, *The Independent*, 24 juin 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Derrière l'écran du clash des civilisations

Analyse

Inquiet de la dérive idéologique observable particulièrement depuis le 11 septembre 2001, le commissaire européen britannique chargé des relations extérieures Chris Patten prend le monstre du « *clash des civilisations* » par les cornes. Il révèle par la même occasion pourquoi il n'est pas aujourd'hui à la tête de la Commission européenne. Car malgré des compétences indiscutables pour le poste et une popularité s'étendant bien au-delà du Royaume-Uni, il a été (discrédité par *Le Monde* qui l'a accusé à tort d'être pro-guerre d'Irak et) récusé par Washington au profit d'un Premier ministre portugais peu apprécié même chez lui. Côté arabe, Patten souligne que les cercles académiques, auxquels il s'adresse dans cette tribune publiée par le *Daily Star* de Beyrouth, sont bien moins belliqueux que l'extrême droite ultra-religieuse états-unienne. Il dénonce des sites internet en langue arabe qui appellent au djihad et pourraient d'ailleurs, notons-le au passage, être l'œuvre de provocateurs. Enfin, il insiste sur la volonté pacifique de coopération d'une écrasante majorité des musulmans du monde : voilà nos vrais interlocuteurs, répète-t-il, et mettons fin une bonne fois pour toutes aux procès d'intention.

Dans une théorie complexe, l'expert pro-Israélien Michael Ledeen affirme dans le *Jerusalem Post* que les Iraniens veulent gonfler le prix du pétrole pour faire élire John Kerry. Il préconise donc de changer le régime à Téhéran et assure que c'est possible sans coup férier. Sachant que les renseignements pétroliers dans la région n'ont jamais été aussi jalousement gardés, le lecteur hochera la tête aux imputations de l'« *expert* ». D'autant que Ledeen n'en est pas à sa première affirmation péremptoire : il avait déjà promis, en Afghanistan puis en Irak, un accueil triomphal des GI's par des populations incapables d'assumer leur destin, et des lendemains démocratiques radieux imposés à la baïonnette.

Cette fascination pour le secret et la parole d'expert, un auteur prétendument

« *anonyme* », mais dont toute la presse connaît l'identité, l'exploite sans vergogne. Dans le *Los Angeles Times*, Michael Scheuer, puisque c'est son vrai nom, donne des gages « *anti-bushiens* » aux lecteurs californiens, pour mieux reprocher aux conservateurs leur manque de fermeté face à la terrible menace Al Qaïda. Comme John Kerry, il critique la méthode, mais s'aligne sur le fond. L'ancien expert d'Al Qaïda au sein de la CIA conclut néanmoins en pointant ce qui est réellement menacé, à savoir le mode de vie états-unien basé sur le gaspillage énergétique.

Dennis Ross du WINEP souligne dans le *Washington Post* que l'Égypte pourrait jouer en Palestine le rôle tenu jusqu'ici par les États-Unis : unifier les factions pour affaiblir à la fois Arafat et le Hamas. Il omet d'évoquer les préoccupations du Caire quant à la possible exploitation des gisements de gaz au large de Gaza, une fois cette bande de territoire évacuée par Tsahal.

Enfin, un collectif d'intellectuels français prend dans *Le Monde* la défense de Leila Shahid, déléguée générale de l'Autorité palestinienne en France, accusée de corruption par des militants de la liste Euro-Palestine auxquels elle avait demandé de renoncer à se présenter aux élections européennes. Quoi que l'on pense de cette affaire, on ne peut qu'être attéré devant l'irresponsabilité de militants et de personnalités, tous attachés à la cause du Peuple palestinien, qui se trompent de combat au point de se déchirer à propos d'un diplomate.

Réseau Voltaire

Chris Patten



Chris Patten est commissaire européen britannique chargé des relations extérieures. Il a été ministre du développement, puis de l'environnement, dans les gouvernements conservateurs. Il fut le dernier gouverneur britannique d'Hong Kong.

« La logique d'Huntington n'est pas celle de l'Europe »

Source : Daily Star

Référence : « Huntington's logic isn't Europe's », par Chris Patten, *Daily Star*, 2 juillet 2004.

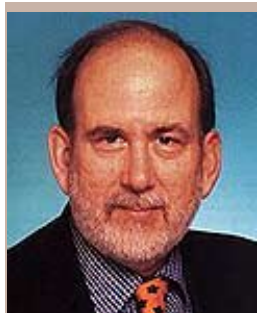
Sommes nous condamnés à la guerre des civilisations prédite par **Samuel Huntington** en 1993 ? Le raisonnement selon lequel les différences entre civilisations sont plus fondamentales que celles entre idéologies et que la globalisation affaiblit les identités nationales au profit de la religion est devenu populaire dans les cercles académiques et sur les sites internet islamistes. Les évènements du 11 septembre 2001 ont renforcé cette croyance dont les arguments ne m'ont jamais convaincu.

L'histoire récente de l'Europe et notre tradition d'antisémitisme " chrétien " ne devraient pas nous inciter à regarder le monde islamique de haut et lui donner des leçons. Nous devons également nous rappeler que les trois quarts des musulmans du monde ne vivent pas dans un pays arabe mais dans des démocraties comme la Malaisie, l'Indonésie ou l'Inde. Les sociétés musulmanes asiatiques ont leur poche d'extrémisme mais il est difficile, si on les comptabilise, d'affirmer que la colère musulmane existe de l'Atlantique au

Pacifique. Les sondages montrent que les Arabes ne haïssent pas les valeurs occidentales - la liberté, la démocratie ou l'éducation - mais ils ne soutiennent pas pour autant les politiques occidentales qu'ils jugent hypocrites, notamment concernant la question palestinienne, une question dont l'initiative de Genève montre pourtant qu'il est possible de la résoudre. L'Irak est un autre point de désaccord mais on peut espérer que cette question sera résolue avec les élections de 2005. Le troisième point de tension est la question de la réforme du monde arabe.

Suite à la publication du rapport de l'ONU sur le développement humain arabe, beaucoup sont arrivés à la conclusion qu'il fallait une réforme de la gouvernance de ces pays, mais il faut une modernisation issue de ces pays et pas imposée. Cela doit se faire progressivement et l'Union européenne veut y contribuer. Nous devons être patients et avoir les mêmes exigences vis-à-vis de tous, pas ajuster les remarques en fonction de nos intérêts. Mener un partenariat est le meilleur moyen de montrer que le scénario prévu par Huntington n'est pas inévitable.

Michael Ledeen



Michael Ledeen est éditorialiste régulier de *National Review*. Il est l'auteur de *The War Against the Terror Masters*. Il détient la chaire de la Liberté à l'American Enterprise Institute et il est l'un des experts du cabinet de relations publiques Benador Associates.

« Une politique adéquate »

Source : Jerusalem Post

Référence : « A proper policy », par Michael Ledeen, *Jerusalem Post*, 2 juillet 2004.

Le petit contretemps récent entre la Grande-Bretagne et l'Iran nous en dit long sur la stratégie régionale de l'Iran et sur la politique d'apaisement de la Grande-Bretagne. Il y a des éléments étranges dans cette affaire car on ignore pourquoi les Iraniens ont décidé de prendre d'assaut un bateau de patrouille (parfois présenté à tort comme un navire de guerre) et arrêter des marins qui naviguaient sur l'une des voies d'eau qui sépare l'Iran de l'Irak. Téhéran se plaint que les Britanniques aient navigué sur la partie iranienne de la voie d'eau mais cela arrive presque tous les jours, compte tenu de l'étroitesse de la rivière, sans que les Iraniens n'aient réagi jusqu'ici. Les Iraniens ont fait référence à du matériel « suspect » de « haute technologie » dans le bateau et je pense que les Britanniques étaient en train d'installer un système de détection sous-marin chargé de les avertir de tout vaisseau approchant et qu'ils installaient ce système à cause des récentes attaques contre les structures pétrolières dans la région. Les mollahs sont déterminés à frapper la production pétrolière irakienne et c'est pour cela qu'ils ne veulent pas d'un système de détection efficace de leurs mouvements. Ces attaques ont lieu car Téhéran souhaite une défaite électorale de **George W. Bush** et parce qu'ils pensent qu'un prix du baril de pétrole élevé y contribuera. En fait, les élections américaines sont au centre de toute la politique des ayatollah ces derniers temps. Ils pensent que si Bush est réélu, il fera tout pour les renverser et que **John Kerry** n'adoptera pas cette politique. Qu'ils aient raison ou non n'est pas la question, c'est ce qu'ils pensent qui importe. C'est pour cette raison qu'ils organisent des sabotages dans tout le Moyen-Orient et même en Amérique du Sud, grâce au réseau étendu du Hezbollah.

Les Britanniques ont toutes les raisons d'être ennuyés par l'attitude des Iraniens compte tenu des efforts de **Jack Straw** pour mener des « discussions » avec l'Iran sur son programme nucléaire. Grâce à cela, la Grande-Bretagne a été récompensée en obtenant de juteux contrats gaziers (même si le grand vainqueur de ces contrats est **Jacques Chirac**), mais cela ne les empêche pas de violer constamment les Droits de l'homme selon **Human Right Watch** et de développer un programme nucléaire militaire selon l'**Agence Internationale de l'Énergie Atomique** (AIEA). Le ministère des Affaires étrangères britannique demande au **département d'État** de ne pas sévir contre Téhéran mais si nous n'agissons pas, un régime radical chiite, créateur du Hezbollah et du Jihad islamique, soutenant le **Hamas** et Zarkawi et abritant Al Qaïda, sera doté de l'arme nucléaire. On pourrait penser que les pays occidentaux ne laisseront jamais faire une chose pareille mais nous devons nous souvenir que **Richard L. Armitage** a qualifié l'Iran de démocratie. L'aveuglement occidental est presque comique et un document iranien appelant au recrutement de kamikazes est resté sans commentaires.

L'Occident s'est persuadé qu'attaquer l'Iran était trop dangereux mais pourtant, un changement de régime pourrait avoir lieu sans tirer une seule balle et c'est l'inaction qui est dangereuse. Il faut soutenir les radios pro-démocratiques en farsi, soutenir les mouvements démocratiques iraniens et dénoncer les abus de Téhéran en matière de Droits de l'homme. Il faut enfin donner à l'AIEA les moyens de sévir.

Anonyme

L'auteur qui signe « *Anonymous* » est un responsable du contre-espionnage à la CIA. Il a dirigé la traque de Ben Laden dans cette agence entre 1996 et 1999. Il est l'auteur anonyme de *Imperial Hubris*.

« Voir l'Islam via le prisme de l'arrogance états-unienne »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Seeing Islam Through a Lens of U.S. Hubris », par Anonyme, *Los Angeles Times*, 2 juillet 2004.

D'un côté, on nous répète que l'Occident est en train de gagner la guerre au terrorisme commencée en 2001, car beaucoup de responsables d'Al Qaïda ont été tués ou arrêtés. De l'autre, on nous dit qu'Al Qaïda est aussi dangereux qu'en 2001, voire plus dangereux qu'en 2001. Le **département à la Sécurité de la Patrie** élève régulièrement le niveau d'alerte et distribue des kits de protection des habitations pour permettre à leur propriétaire de les rendre hermétiques aux armes de destructions massives.

La population est exposée à des discours contradictoires. Je pense que le débat est biaisé en raison d'un manque d'humilité et d'une perception des choses aut centrée issue d'une arrogance impériale, une façon de penser acquise par nos dirigeants après la Seconde Guerre mondiale. Nous considérons toutes les questions et tous les problèmes dans des termes ayant un sens pour nous, américanisant les comportements étrangers. Ainsi, nous présentons Ben Laden et ses partisans comme un groupe détestant la liberté et la démocratie et non comme un groupe percevant la politique étrangère des États-Unis comme une agression contre l'Islam. Nos dirigeants affirment que les Arabes ont une piètre

image des États-Unis à cause de notre trop long soutien à des régimes corrompus, pas à cause de notre soutien inconditionnel à Israël et de nos critères variables dans la question de la non-prolifération. Nos dirigeants veulent nous convaincre qu'il ne s'agit que d'un problème de communication, pas d'une opposition à notre politique.

Je ne mets pas en cause les compétences intellectuelles de nos compatriotes et je ne fais pas l'apologie de Ben Laden ou de ses théories, mais je souhaite démontrer que la plupart des gens hors des États-Unis ne veulent pas nous ressembler et ne le voudront sans doute jamais. Transformer les problèmes du monde dans nos termes ne peut que nous faire échouer. Nous aggravons la menace en refusant de voir le monde tel qu'il est. Cela doit changer ou notre mode de vie sera définitivement altéré.

Dennis Ross



Dennis Ross a été directeur de la planification politique au département d'État sous la présidence de George Bush père. Il a été coordinateur pour le Proche-Orient sous l'administration Clinton. Il est directeur du Washington Institute for Near East Policy.

« Le nouveau rôle de l'Égypte »

Source : Washington Post

Référence : « Egypt's New Role », par Dennis Ross, *Washington Post*, 2 juillet 2004.

Alors que le monde reste concentré sur l'Irak, l'Égypte est en train de montrer qu'elle est prête à jouer un rôle moteur dans la résolution du conflit israélo-palestinien. Pour elle, la décision d'**Ariel Sharon** de se retirer de Gaza est une occasion à saisir. Les intentions égyptiennes semblent sincères et sont motivées par la crainte de voir Gaza, territoire frontalier, être contrôlé par le **Hamas**. **Hosni Mubarak** est préoccupé par la stabilité de son pays.

Ironiquement, les décisions du Premier ministre israélien ont conduit l'Égypte à jouer le rôle tenu au préalable par les États-Unis. C'est désormais le Caire qui veut réorganiser les forces de sécurité palestiniennes et renforcer l'autorité du Premier ministre de l'Autorité palestinienne. La tâche de l'Égypte sera difficile car elle doit compte de la difficulté d'**Ariel Sharon** à faire accepter son plan en Israël. Il lui faudra donc rassurer les militaires israéliens en combattant effectivement les tunnels entre l'Égypte et Gaza. Les problèmes palestiniens sont encore plus complexes, car aujourd'hui, l'Autorité palestinienne ne fonctionne pas sur les questions de sécurité. Elle est divisée entre les milices des différents hommes forts et factions. L'Égypte veut unifier ces groupes, mais **Yasser Arafat** s'y oppose car il craint de perdre du pouvoir. Pour que les politiques égyptiennes fonctionnent, il faudra des pressions constantes sur Arafat. Si on veut aider l'Égypte, il faudra instaurer un cessez-le-feu.

un collectif d'intellectuel

Etienne Balibar, Pascal
Boniface, Monique
Chemillier-Gendreau,
Jacques Derrida, Gisèle
Halimi, Alain Joxe, Marcel-
Francis Kahn, Henri Korn ,
Georges Labica, Gilles
Manceron , François
Maspero, Maurice Rajfus,
Jack Ralite, Bernard
Ravenel, Madeleine
Rebérioux, Danièle
Sallenave, Denis Sieffert,
Pierre Vidal-Naquet

« Solidarité avec Leila Shahid »

Source : Le Monde

Référence : « Solidarité avec Leila Shahid », par un collectif d'intellectuel, *Le Monde*, 2 juillet 2004.

Depuis des années, parfois des décennies, nous tentons de mobiliser l'opinion française et européenne en faveur du peuple palestinien en lutte pour la réalisation de son droit à l'autodétermination. Nous estimons que le débat sur les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à cette mobilisation est légitime. Toutefois, alors que le gouvernement israélien annexe et asphyxie les territoires occupés, multiplie les crimes de guerre et tente de détruire l'Autorité palestinienne élue, nous estimons qu'ils ne peuvent dégénérer en insultes, en attaques personnelles et en procès d'intention.

Dans le sillage de certaines controverses ravivées à l'occasion des élections européennes, une campagne violente et sectaire vise la déléguée générale de Palestine en France, dont l'action publique a tant fait pour susciter la solidarité avec son peuple. Cette campagne détourne de la lutte pour une paix juste au Proche-Orient et ne peut que porter gravement préjudice à la solidarité plus que jamais nécessaire avec les Palestiniens. Nous demandons qu'elle cesse immédiatement. Nous réaffirmons notre estime et notre admiration pour Leila Shahid.

Nous appelons tous ceux qui veulent aider effectivement la Palestine à concentrer leurs efforts contre ses oppresseurs et à travailler en vue de la plus large unité politique.